

Il est précisé que toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession mentionnée dans le présent procès-verbal s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.

Le président, M. Samuel Freuler, ouvre la séance à 19h00, à la Salle communale, et souhaite à toutes et tous une cordiale bienvenue à cette trente-quatrième séance ordinaire du Conseil communal de la législature.

Il remercie les Conseillères et Conseillers ainsi que les membres de la Municipalité pour leur présence ainsi que pour leur participation au dress code mis en place par son prédécesseur M. Sébastien Bertherin à l'occasion de cette dernière séance du Conseil communal de l'année. Cela rappelle à chacun l'importance de célébrer des moments particuliers dans l'année, dans la joie et la bonne humeur.

Il salue également le public sur la galerie et derrière son écran, ainsi que les représentants de la presse.

Il remercie aussi M. Daniel Bussy, huissier, et M. Arthur Bigler, huissier suppléant, pour leur présence et la préparation de la salle, ainsi que le personnel communal des Services de conciergerie pour la mise en place de celle-ci. Il remercie également l'équipe régie-son et NRTV qui assurent la retransmission en direct des débats, qu'il souhaite respectueux dans la forme et espère engagés sur le fond.

1. Appel et ordre du jour

L'appel fait constater la présence de 57 Conseillères et Conseillers.

Il y a 17 excusés (Mmes Katia Annen, Fabienne Bill, Carine Koller, Isabelle Kunze, Nathalie Lamarque et Anita Waeber, MM. Sébastien Bertherin, Pascal Chollet, Adrien Frantz, Pablo Gomez, Dimitri Grandjean, Roger Hemberger, Christophe Lovis, Simo Mers, Pascal Riesen, Rupert Schildböck et Dario Sicuranza).

1 absente (Mme Akuvi Klenam Honkou).

Le quorum étant atteint, le Conseil communal peut valablement délibérer. Le président déclare la séance du Conseil communal ouverte.

Le président s'assure que chaque Conseiller a été régulièrement convoqué à la présente séance dans les délais et a reçu les documents relatifs à l'ordre du jour. Tel est bien le cas.

- Dans les délais, le Bureau a reçu 2 postulats :
 - Postulat de Mme Stella Motta Larrivé, Mme Stéphanie Larrivé et M. José Caiano intitulé « Étude de faisabilité d'un complexe sportif, culturel et jeunesse à Gland incluant piscine intérieure/extérieure et patinoire polyvalente ».

Le président demande à ses auteurs s'ils désirent développer leur postulat séance tenante; ceux-ci répondent par l'affirmative. Le postulat, dont les Conseillers ont reçu copie par voie électronique, sera dès lors ajouté à l'ordre du jour et joint au procès-verbal.

- Postulat de Mme Ahimara Buffat et consorts intitulé « Pour protéger Gland : étudier un moratoire sur les constructions ».

Le président demande à ses auteurs s'ils désirent développer leur postulat séance tenante; ceux-ci répondent par l'affirmative. Le postulat, dont les Conseillers ont reçu copie par voie électronique, sera dès lors ajouté à l'ordre du jour et joint au procès-verbal.

- L'ordre du jour modifié est donc le suivant :

1. Appel et ordre du jour.
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 6 novembre 2025.
3. Communications du Bureau.
4. Communications de la Municipalité.
5. Communications des représentants des entités intercommunales et commissions municipales.

Préavis avec décision en un seul débat

6. **Préavis municipal n° 90** relatif au budget 2026.

Préavis avec décision

7. **Préavis municipal n° 89** relatif à la demande d'un crédit d'investissement pour la réfection des terrains synthétiques de football C et D du centre sportif d'En-Bord.

Préavis – Première lecture

8. **Préavis municipal n° 91** relatif à la demande de crédit d'investissement pour l'achat d'actions de ThermorésÔ SA et l'augmentation du financement en vue de développements à l'horizon 2030.

Autres objets

9. Postulat de Mme Stella Motta Larrivé, Mme Stéphanie Larrivé et M. José Caiano intitulé « Étude de faisabilité d'un complexe sportif, culturel et jeunesse à Gland incluant piscine intérieure/extérieure et patinoire polyvalente ».
10. Postulat de Mme Ahimara Buffat et consorts intitulé « Pour protéger Gland : étudier un moratoire sur les constructions ».

Divers

11. Divers et propositions individuelles.

- Comme le veut la tradition lors de la dernière séance du Conseil communal de l'année, le président a le plaisir d'annoncer que le Bureau a prévu une animation pour ajouter un moment festif aux débats. L'École Pôle-Émotion, active à Gland depuis 2007 et présente également à Yverdon-les-Bains, Monthey, Crissier et Lausanne, présentera un petit aperçu de ses activités aux alentours de 20h30.

- Ouverture de la discussion sur l'ordre du jour ainsi modifié.

- M. Michel Girardet : déclare qu'un postulat sur un moratoire n'est pas quelque chose d'anodin. Celui-ci a été transmis aux Conseillers moins de 3 heures avant la séance du Conseil communal, et il trouve cela d'autant plus curieux car il est présenté par la même personne qui a déposé une motion pour que précisément les Conseillers reçoivent les postulats ou les motions suffisamment tôt afin de pouvoir les étudier en séance de groupe. Par conséquent, il demande que ce postulat soit renvoyé à la prochaine séance du Conseil communal du 5 février 2026 de manière à ce que les groupes puissent l'étudier en séance de préparation.

Décision

La proposition de retrait du postulat de Mme Ahimara Buffat et consorts intitulé « Pour protéger Gland : étudier un moratoire sur les constructions » à l'ordre du jour et de renvoi de ce dernier à la séance du Conseil communal du 5 février 2026 est acceptée à une large majorité, 5 avis contraires, 1 abstention signifiée.

- Ouverture de la discussion sur l'ordre du jour ainsi modifié, le point « Divers et propositions individuelles » devenant ainsi le point n° 10.
- La parole n'est pas demandée. La discussion est close.

Décision

L'ordre du jour tel que modifié est accepté à une large majorité, aucun avis contraire, 3 abstentions signifiées.

Avec l'arrivée de Mme Akuvi Klenam Honkou, le nombre de Conseillers présents passe à 58.

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 6 novembre 2025

- La discussion est ouverte.
- La parole n'est pas demandée. La discussion est close.

Décision

À une très large majorité, aucun avis contraire, 1 abstention signifiée, le Conseil communal accepte le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 6 novembre 2025.

3. Communications du Bureau

- En date du 14 novembre 2025, le président a été invité, aux côtés de la Municipalité, à participer à la « Soirée des 18 ans » organisée par le Service de l'enfance et de la jeunesse, avec la participation très active du Centre de rencontres et de loisirs (CRL). Ce fut l'occasion de célébrer de façon ludique et didactique le passage à la majorité pour quelques jeunes de la Ville. Il a fallu un peu mouiller la chemise sur la piste de danse et se rendre à l'évidence que les jeunes sont très rapides lors des blind tests, même lorsque ceux-ci portent sur des sujets qui ne sont pas de leur génération.
- Le 30 novembre 2025 était jour de votations fédérales et cantonales. Pour ces votations, 7'266 électeurs étaient inscrits à Gland et un total de 3'010 cartes de vote ont été reçues. Le taux de participation s'est élevé à 41,40 %. Les résultats pour la Commune sont les suivants :
 - Initiative populaire « Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen) » : objet refusé par 2'592 non, 384 oui, 32 bulletins blancs et aucun bulletin nul.
 - Initiative populaire « Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir) » : objet refusé par 2'298 non, 660 oui, 50 bulletins blancs et aucun bulletin nul.
 - Modification des art. 74 et 75 de la Constitution du canton de Vaud pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux États : objet accepté par 1'896 oui, 1'058 non, 53 bulletins blancs et 1 bulletin nul.
 - Modification des art. 74 et 142 de la Constitution du canton de Vaud ainsi que l'ajout de l'art. 179d visant à mettre un terme aux discriminations en matière de droits politiques contre les personnes atteintes de troubles psychiques : objet refusé par 2'266 non, 621 oui, 121 bulletins blanc et aucun bulletin nul.
 - Initiative populaire « Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici » : objet refusé par 2'073 non, 871 oui, 64 bulletins blancs et aucun bulletin nul.

Les résultats détaillés peuvent être consultés sur les sites Internet de la Confédération, du Canton et de la Commune.

4. Communications de la Municipalité

Mme Christine Girod, Syndique (Administration générale, ressources humaines, relations publiques et développement durable)

Développement durable

Les Conseillers ont trouvé sur leur table la plaquette de mise en œuvre du Plan climat de la ville de Gland et son plan d'actions. Débuté en 2024, ce travail a été réalisé par l'Office du développement durable en collaboration avec plusieurs services de l'Administration, et cette brochure présente les actions qui ont été entreprises ces dernières années pour la mise en œuvre du Plan climat. Pour rappel, le Plan climat lui-même avait débuté en 2020, puisque la Municipalité avait effectué un bilan des gaz à effet de serre et de vulnérabilité sur le territoire glandois. Sur la base de ces résultats, une stratégie avait été élaborée, laquelle contenait des objectifs par domaines prioritaires du Plan climat. La mise à jour est donc disponible dans la brochure distribuée aux Conseillers.

En complément à cette brochure, de nombreuses informations se trouvent sur le site Internet de la Commune (www.gland.ch/plan-climat), avec des détails concernant ces actions, des informations sur la méthodologie, ainsi qu'une page dédiée aux indicateurs mis en place pour le suivi des objectifs formulés dans cette stratégie climatique communale.

Programme de subventions

Le programme de subventions 2026 a été validé par la Municipalité, sur la base des recommandations émises par la Commission du développement durable, laquelle s'est réunie lundi dernier et dont elle remercie les membres pour leur participation. La majorité des subventions sont reconduites à l'identique. Le budget total du fonds augmente de CHF 50'000.- et c'est donc un montant de CHF 650'000.- qui sera à disposition en 2026.

Elle avait expliqué la difficulté des subventions pour la réparation des téléphones portables et a le plaisir d'annoncer que cette subvention est à nouveau active pour les appareils électroniques et les téléphones. Suite aux abus dont elle avait parlé, les réparateurs devront signer une charte et intégrer une liste de réparateurs agréés et, pour toucher une subvention, la population ne peut plus faire réparer son matériel chez quelqu'un qui n'est pas agréé par la Commune. Le plafond pour ces réparations s'élèvera désormais à CHF 200.-. Parmi les changements notoires, elle peut également souligner l'élargissement de la subvention « Projet Développement Durable aux entreprises ». Les bénéficiaires ne devront plus obligatoirement être basés à Gland, mais les projets soutenus doivent s'implémenter sur le territoire communal et surtout justifier d'un intérêt public.

Ce programme fera l'objet d'un tout-ménage au début de l'année prochaine et sera décliné en un dépliant particulier pour les entreprises, lesquelles ont également accès à ces soutiens.

Ressources humaines

- **Engagements** :
 - dès le 1^{er} décembre 2025, une collaboratrice administrative à 70 %, au Service de la population (SPOP);
 - dès le 1^{er} décembre 2025, un technicien support-IT, au Secrétariat municipal;
 - dès le 8 décembre 2025, un horticulteur-paysagiste, au Service des infrastructures et de l'environnement (SIE).
- **Départs** :
 - au 31 décembre 2025, une collaboratrice en développement durable, au Secrétariat municipal.

Règlement du personnel

Concernant le Règlement du personnel, les travaux suivent leur cours depuis le mois de septembre 2025 avec le nouveau Secrétaire municipal à un rythme assez soutenu. Le travail se fait en collaboration avec la Commission du personnel (COMPER) et le climat de travail est tout à fait constructif et agréable.

La révision du Règlement du personnel est un travail central, mais il est complexe et vraiment conséquent au vu des enjeux de part et d'autre. Il est donc bien normal d'y mettre aussi le temps nécessaire. Dans le meilleur des cas, comparaison prise lors d'un sondage auprès des Secrétaires municipaux des grandes villes, il faut en général compter entre 2 et 3 ans pour cette révision, et c'est bien là l'objectif visé par la Municipalité.

M. Gérald Cretegy, Municipal (Sécurité publique, population, transports publics)

- En ce mois de décembre 2025, il se permet de revenir sur les activités du SPOP tout au long de cette année. Il est vrai qu'il a souvent eu des communications très courtes lors des séances du Conseil communal, mais cette fois il va prendre un peu plus de temps pour expliquer aux Conseillers ce qu'il y est fait.

Il convient de souligner ici les nombreux projets conduits et lancés par le SPOP, qui illustrent un travail constant du Service en vue d'améliorer et de garantir la qualité de vie de la population glandoise. Tout d'abord, sur le volet purement sécuritaire – et les Conseillers s'en souviennent puisqu'ils ont voté ce projet – le SPOP a développé, en lien avec la Police cantonale, le projet de gendarmes îlotiers, qui entreront en fonction le 1^{er} janvier 2026. Ce projet vise à garantir la sécurité de la population en venant renforcer le système sécuritaire en place par le biais de l'entrée en fonction de gendarmes dont les prérogatives sont dédiées exclusivement au territoire communal. Concrètement, ils seront logés à la Rue du Borgeaud 12, dans les locaux de l'Administration. Il avait été également indiqué qu'un bureau opérationnel verrait le jour. Ce bureau est en réalité déjà en fonction depuis quasiment le début de cette année et a permis de fixer les différents éléments qui permettent l'entrée en fonction de ces îlotiers en janvier prochain.

Toujours concernant les aspects sécuritaires, le SPOP travaille également avec les écoles en vue de garantir la sécurité et le bien-être aux abords de celles-ci. Dans ce sens, le SPOP collabore depuis un certain temps déjà avec M. Cédric Rossier, directeur du collège de Grand-Champ, afin d'organiser des sessions de travaux d'intérêt général (TIG) les mercredis après-midi. Ainsi, sur l'année scolaire 2024-2025, ce sont plus de 25 jeunes qui ont été accompagnés par les assistants de sécurité publique (ASP) dans le cadre de ce programme. Cette mesure récolte des retours plus que positifs de la part des jeunes et des enseignants.

Sur le plan de la mobilité, le SPOP travaille encore à une amélioration du réseau des transports urbains glandois. Des études sont conduites afin de développer un système de bus urbains le mieux adapté possible aux besoins de la population, notamment en termes de dessertes et de cadences. Dans ce cadre, les spécificités du transport à la demande ont été testées sur le territoire via l'essai de la navette Crystal sur 6 semaines en 2024, premiers pas de l'homologation de ces dernières sur le territoire suisse.

Concernant le volet « manifestations », le SPOP continue son développement en vue de promouvoir les acteurs et richesses locales. Dans ce sens, il reprend, dès le 1^{er} février 2026, la gestion et l'organisation du marché hebdomadaire en lieu et place de l'Association Économique de Gland et Région (AEGR), que la Municipalité remercie sincèrement pour tout le travail réalisé depuis mars 2023. Le marché de Noël se déroulant cette année les 10 et 17 décembre, de 16h00 à 20h30 à la gare, vient compléter cette offre. Il met en avant l'artisanat local et propose également des stands de nourriture. Au vu du succès rencontré hier, il pense que cela vaudra la peine de venir y faire un tour le 17 décembre prochain, puisque la population aura l'occasion de rencontrer divers partis politiques ainsi que les artisans et commerçants locaux.

Lors de l'année 2025, le SPOP a organisé de nombreuses manifestations lesquelles ont rencontré un large succès. On y compte par exemple la Fête nationale, avec le retour cette année des feux d'artifice très appréciés par la population, la première édition de la Disco Fluo dans le cadre de « La Nuit est belle », ainsi que la 14^{ème} édition de la Fête multiculturelle, avec l'Italie comme pays hôte. En parallèle à l'organisation de ses propres manifestations, le SPOP coordonne et accompagne les organisateurs pour des manifestations externes très appréciées de la population, par exemple la Fête des Rois, Halloween ou encore le Kyo Festival.

Concernant le fonctionnement même du SPOP, une nouvelle organisation a été finalisée en 2025, avec pour objectif de venir renforcer et optimiser le fonctionnement du Service et la qualité des prestations fournies. Ainsi, un nouveau responsable est désormais en charge de la coordination de la sécurité publique, du secrétariat du SPOP et de la Police du commerce. Depuis le 1^{er} décembre 2025, une nouvelle collaboratrice administrative apporte également son support à la gestion de la Commission de police. Il convient de souligner que le groupe de sécurité publique est à ce jour complet et compte 4 ASP en poste. À noter que les tâches et les horaires de ces derniers ont été revus afin de servir au mieux la population, de 07h00 à 21h30. Par ailleurs, chaque ASP se doit de compléter la formation appropriée à Savatan. À la fin du mois d'octobre 2026, tous les ASP auront bénéficié de cette formation.

Dans le sens d'une optimisation du service proposé, une réorganisation du planning et du tournus des patrouilleurs a eu lieu, avec la faculté d'être dorénavant en mesure de couvrir l'entier des passages piétons aux abords des établissements scolaires grâce au travail d'un effectif de 18 personnes. Par ailleurs, la Police du commerce vient compléter le groupe de la sécurité publique avec l'arrivée, au 1^{er} septembre 2025, d'un nouveau collaborateur reprenant la charge de celle-ci. Ce dernier a commencé à réaliser l'état des lieux des points à améliorer, tout en entreprenant l'accompagnement des commerçants glandois dans différentes démarches. Il est également en cours de formation en vue de répondre au mieux aux besoins de la Ville.

- S'agissant des événements particuliers, l'attaque à l'explosif qui a ciblé la succursale de la banque UBS de Gland le 4 décembre dernier au petit matin a rappelé à chacun que personne n'est jamais à l'abri d'un événement mettant en danger la vie des personnes et des biens où que ce soit, et cela s'est passé à Gland la semaine dernière. Un important dispositif sécuritaire a immédiatement été mis en place :

- pour s'assurer que personne n'avait été blessé dans ce tragique événement, ce qui était le cas;
- pour s'assurer que les infrastructures ne présentaient pas de danger immédiat pour les habitants et la population, étant précisé que les habitants de l'immeuble touchés par les explosions ont pu retrouver leur logement en milieu de journée;
- pour sécuriser les lieux afin que l'enquête de police puisse se faire rapidement et dans les meilleures conditions possibles;
- pour sécuriser la circulation routière et piétonne dans des heures d'affluence et dans l'un des lieux les plus fréquentés de la localité, avec l'important trafic routier pendulaire ainsi que l'affluence des élèves à pied, en trottinette et en vélo.

Il réitère à ce propos les remerciements de la Municipalité à l'adresse du SDIS Gland-Serine, de la Gendarmerie vaudoise, des ambulanciers, de la Police fédérale, du Service de sécurité de la banque et du personnel communal mobilisé, notamment les ASP et le service de voirie.

- Pour les Conseillers qui n'auraient pas lu les nouvelles du jour et n'auraient pas assisté au Conseil intercommunal (CI) de Région de Nyon hier soir, il les informe que cette dernière a attribué la concession d'exploitation des vélos en libre-service à la société Voi Technology. La mise en service du réseau est prévue pour la fin mars 2026 et devrait voir les prestations renforcées dans les 2 ans à venir, pour atteindre 71 stations et 450 vélos électriques à disposition dans le district.

Mme Isabelle Monney, Municipale (Affaires sociales, logement, culture, cultes, politique de la santé et des personnes âgées)

Festivités Ombre et Lumière à Gland (FOLG)

Demain soir, le Dive Bär proposera une soirée exceptionnelle avec un concert des Hay Bros, une découverte de leurs bières artisanales et une planchette spéciale FOLG.

Ce week-end, c'est le quartier le Mauverney qui sera à l'honneur. L'association « Anime ta Ville » a concocté un magnifique programme, avec des stands de nourriture, des jeux, une scénographie du préau du collège décoré à la bougie et, dès 18h00, un spectacle de feu. Le Photo Club Gland sera également présent.

Tout le programme jusqu'au 11 janvier 2026 se trouve sur le site Internet « sors.gland.ch ».

Visions du Réel

Comme chaque année, la Ville et Visions du Réel proposent un film tout public, dès 6 ans, le samedi 13 décembre 2025 à 16h00. La population pourra découvrir en avant-première « Le chant des forêts », dernier film de M. Vincent Munier. Après son film « La panthère des neiges », récompensé par le César du meilleur documentaire, M. Vincent Munier invite les spectateurs au cœur des forêts des Vosges. La projection est offerte et sera suivie d'un goûter de Noël pour partager un moment convivial.

Bourse d'aide à la création

Pour la 6^{ème} année consécutive, le jury composé de la Commission culturelle a accordé une bourse à M. Nathan Tosoni, habitant de Gland, réalisateur, scénariste et producteur, pour son projet de création du court-métrage intitulé « Flashforward ». Son profil et son projet de création ont séduit le jury. Cette bourse permettra de valoriser ce jeune artiste de 27 ans et de soutenir le processus de création rarement rémunéré. Un montant de CHF 5'000.- y est associé.

Mme Jeannette Weber, Municipale (Accueil enfance, jeunesse et écoles)

- N'a pas de communication.

M. Gilles Davoine, Municipal (Finances, économie, sports et domaines)

Finances

- 4 bouclements de crédit sont annoncés :

Préavis municipal n° 40/2018 relatif à l'augmentation du capital de ThermorésÔ SA, 1 ^{ère} étape	
Crédit d'investissement accordé	CHF 900'000.-
Total des dépenses engagées et payées	CHF 600'000.-
Total des subventions et participations financières reçues	CHF 0.-
Investissement net	CHF 600'000.-, soit 66,66 % du crédit accordé
Solde disponible	CHF CHF 300'000.-
Solde à amortir au 31 décembre 2024	N/A car Participations aux entreprises publiques

S'il reste autant d'argent, c'est parce que seule la première étape de ce préavis a été réalisée. Comme les Conseillers ont pu le constater avec le préavis municipal n° 91 présenté ce soir en première lecture, il y a maintenant une étape plus importante pour ThermorésÔ SA, avec un rachat des actions et un investissement jusqu'à l'horizon 2030. Il paraissait donc logique à la Municipalité de clore le préavis municipal n° 40/2018 à ce stade et de repartir avec le préavis municipal proposé ce soir en première lecture s'agissant de ThermorésÔ SA.

Préavis municipal n° 89/2021 relatif à une demande de crédit d'investissement pour la rénovation de l'enveloppe extérieure et de certains équipements techniques de la Salle communale	
Crédit d'investissement accordé	CHF 1'380'200.-
Total des dépenses engagées et payées	CHF 1'415'046.65
Total des subventions et participations financières reçues	CHF 76'604.40
Investissement net	CHF 1'338'442.25, soit 96,97 % du crédit accordé
Solde disponible	CHF 41'757.75
Solde à amortir au 28 octobre 2025	CHF 1'217'919.46

Préavis municipal n° 95/2021 relatif à la demande de crédit d'investissement pour l'élaboration d'un plan directeur de la mobilité et du stationnement	
Crédit d'investissement accordé	CHF 190'000.-
Total des dépenses engagées et payées	CHF 162'408.20
Total des subventions et participations financières reçues	CHF 0.-
Investissement net	CHF 162'408.20, soit 85,48 % du crédit accordé
Solde disponible	CHF 27'591.80
Solde à amortir au 31 décembre 2024	CHF 0.-

Préavis municipal n° 30/2022 relatif à la demande de crédit d'investissement pour le bouclage du réseau d'eau potable et la réfection de la Rue de l'Etraz Approbation du projet routier communal du giratoire de la Ballastière	
Crédit d'investissement accordé	CHF 802'365.-
Total des dépenses engagées et payées	CHF 496'558.12
Total des subventions et participations financières reçues	CHF 140'179.46
Investissement net	CHF 356'378.66, soit 44,42 % du crédit accordé
Solde disponible	CHF 445'986.34
Solde à amortir au 31 décembre 2024	CHF 355'064.66

Le bouclage d'eau et le rond-point ont été réalisés au niveau de la Rue de l'Etraz. Lorsque les premiers terrassements ont eu lieu, la Municipalité s'est aperçue que des travaux plus conséquents étaient nécessaires pour rendre durable cet ouvrage, et il n'a par conséquent été fait que les travaux urgents. Un nouveau préavis pour la requalification de la Rue de l'Etraz sera présenté par la suite de manière à pouvoir refaire entièrement cette route.

- Un emprunt de CHF 5 Mios auprès de la société Swissquote Bank SA, échu le 17 novembre 2025, a été renouvelé par un emprunt du même montant auprès du même établissement bancaire, au taux de 0,26 % par an, avec échéance au 17 mai 2026, soit pour 6 mois.
- Un emprunt de CHF 3 Mios auprès de BVG Stiftung, échu le 18 novembre 2025, a été renouvelé par un emprunt de CHF 2 Mios auprès du même établissement bancaire, au taux de 0,29 % par an, avec échéance au 18 novembre 2026, soit pour 12 mois.
- Un emprunt de CHF 5 Mios auprès de la société Swissquote Bank SA, échu le 18 novembre 2025, a été renouvelé par un emprunt de CHF 6 Mios auprès de PostFinance, au taux de 0,9 % par an, avec échéance au 18 novembre 2030, soit pour 5 ans.
- Un emprunt de CHF 2 Mios auprès de BVG Stiftung, échu le 11 décembre 2025, a été renouvelé par un emprunt de CHF 2 Mios auprès du même établissement bancaire, au taux de 0,25 % par an, avec échéance au 11 mars 2026, soit pour 3 mois.

- Un emprunt de CHF 5 Mios auprès de la société Swissquote Bank SA, qui sera échu le 15 décembre 2025, sera renouvelé par un emprunt du même montant auprès du même établissement bancaire, au taux de 0,3 % par an, avec échéance au 15 juin 2026, soit pour 6 mois.

Concernant les emprunts, la Municipalité essaie évidemment toujours d'avoir en tête les taux actuels pour voir si elle consolide ou non à moyen ou à long terme et, par rapport aux consolidations, pour voir si elle est juste par rapport aux échéances, de manière à ne pas en avoir qui tombent aux mêmes dates et à éviter d'avoir tout à coup CHF 20 Mios à rembourser en 2030. C'est la raison pour laquelle la Commune emprunte encore aujourd'hui passablement à court terme, à des taux qui sont quand-même extrêmement bas et intéressants, et qui sont largement en-dessous du taux d'intérêt moyen communal qui se situe autour des 1,1 %. Et de temps en temps, quand elle en a l'occasion et en-dessous de ce taux, la Commune emprunte sur 5 ans, comme cela a été fait auprès de PostFinance au taux intéressant de 0,9 %. Dernièrement, après hésitation, la Municipalité a encore emprunté à court terme, en se disant que l'année prochaine elle pourra emprunter à 5 ans au lieu de 6 ans, afin de tomber à une échéance qui n'est pas celle de beaucoup d'autres emprunts. Actuellement, les taux à 5 ans sont plus bas que ceux à 6 ans. Comme il est pour l'instant emprunté à des taux extrêmement bas à court terme, cela paraissait aussi intéressant. Voilà donc la stratégie adoptée et la raison pour laquelle il y a encore de nombreux renouvellements d'emprunts à court terme.

Domaine

La Municipalité a également signé passablement d'actes ces derniers temps. Une servitude de passage public à pied devant l'immeuble n° 304 de la commune de Gland a notamment été signée le 30 novembre 2025. Il s'agit d'une servitude qui permettra l'élargissement du trottoir à l'Avenue du Mont-Blanc, au nord du Chemin de la Dôle. Les Conseillers ont peut-être vu qu'à cet endroit, après le parc de la Dôle, une maison qui était là depuis longtemps est actuellement en chantier, puisqu'un immeuble s'y construit. Il a dès lors été profité de ces travaux pour obtenir cette servitude qui permet d'élargir le trottoir à cet endroit.

En date du 3 décembre 2025, la Municipalité a signé le droit de superficie en faveur de l'APEC sur la parcelle n° 1689 de Gland pour la construction de la nouvelle STEP, y compris la constitution d'une servitude de canalisation d'eaux usées en faveur de l'APEC sur les parcelles n° 1738, 1739, 1740, 1541 et 1549 de la ville de Gland.

Lorsque cela est possible, la Commune rachète des parcelles de forêt. Un acte de vente relatif à la parcelle forestière n° 749 au lieu-dit « Malagny » a été signé le 4 décembre 2025. Cela est toujours assez intéressant car il s'agit d'actes de vente où le prix de vente de la parcelle est inférieur au prix des frais du Registre foncier et du notaire. Et il en va de même pour l'acte de vente relatif à la parcelle forestière n° 741 au lieu-dit « Malagny », validé par la Municipalité le 17 novembre 2025 et dont la signature est prévue demain matin.

Économie

- À l'occasion de l'opération des Noël durables, une trentaine de sapins en pot ont été distribués à tous les commerçants glandois. Une petite vidéo a été réalisée pour notamment remercier le service des espaces-verts, qui s'occupe toujours de livrer ces sapins et accessoirement de décorer toute la Ville de manière magnifique, comme le rappellera ensuite Mme la Municipale Christelle Giraud-Nydegger, ainsi que pour rappeler les ouvertures spéciales autorisées par la Municipalité pour cette fin du mois de décembre 2025.

<https://www.youtube.com/watch?v=v9da6ichUaY>

- La Nouvelle Économie a fêté ses 5 ans, notamment lors du 5ème Forum Nouvelle Économie. Une vidéo a également été produite, laquelle est également disponible sur la chaîne YouTube de la ville de Gland. Une capsule captant l'ambiance du dernier Forum Nouvelle Économie, qui donnera peut-être aux Conseillers et à la population l'envie de s'y rendre, est également disponible sur le site Internet de la Commune (gland.ch/forum).

- Le concept « Gland Académie » sera prochainement lancé, lequel regroupera les nombreux événements organisés, notamment des formations destinées aux commerçants, des événements de réseautage, qui sont aussi parfois ouverts à tout le monde, sur inscription ou libres. Le programme, qui se trouve sur le site Internet de la Commune (gland.ch/vivre-a-gland/economie/gland-academie) est notamment le suivant :

- « Introduction à la digitalisation pour les commerçants. Tendances, outils, solutions locales », le lundi 19 janvier 2026, à 08h30, en collaboration avec l'AEGR et MyLocalShopping, pour toutes les personnes intéressées.
- « Débuter son entreprise : les essentiels légaux, fiscaux et pratiques. Comment éviter les erreurs courantes et démarrer (ou continuer) sereinement », le mardi 3 février 2026, à 18h00, avec la société Fidela Sàrl, pour toutes les personnes intéressées.
- « Communication non violente en entreprise. Feedback constructif au travail », le lundi 9 février 2026, à 08h30, sur inscription.
- « Augmenter votre chiffre d'affaires. Techniques de vente pour les commerçants », le lundi 23 février 2026, à 08h30, sur inscription.

Sports

- Le prochain programme « Bouge ! » sortira au début de l'année 2026 et il invite chacun à le consulter. Actuellement, la patinoire est toujours ouverte et plusieurs autres événements se trouvent dans le programme précité.

Mme Christelle Giraud-Nydegger, Municipale (Équipement et espaces verts, gestion des déchets et forêts)

Travaux du Vieux-Bourg

Une trêve hivernale aura lieu du 17 décembre 2025 au 13 janvier 2026. Durant cette période, toutes les rues seront ouvertes à la circulation, et évidemment aux vélos et aux piétons. Cela fera des petites vacances à certains habitants et aux commerces, que la Municipalité remercie encore vivement pour leur patience.

De manière générale et comme annoncé précédemment, un retard d'environ un mois et demi est à signaler sur l'axe de la Rue du Jura, mais ce glissement de calendrier reste sans impact notable sur la suite du programme.

Au niveau de la Rue du Nord, les travaux souterrains se poursuivent entre la Rue du Borgeaud et le Chemin de la Louve. Dès début 2026, les aménagements de surface seront entamés, notamment les jardins de poche.

Au nord de la Rue du Jura, les 2 fronts de travaux seront rejoints par une troisième équipe, avec pour objectif de terminer ce secteur d'ici la fin de l'année. Autrement dit, 3 équipes, un seul objectif, et une devise finalement qui résume bien l'ambiance : « On ne va rien lâcher ».

Au Chemin de la Louve, dès janvier 2026, des travaux d'éclairage public débuteront pour environ 2 semaines. La chaussée bénéficiera d'une nouvelle couche de roulement lors de la pose des tapis qui est prévue en avril 2026.

Au niveau de la Place du Temple et de l'Administration, des tests scénographiques ont été réalisés le 1^{er} décembre 2025 pour la mise en lumière de Noël. D'ici fin du mois, les plantations et le mobilier urbain seront installés sur l'ensemble du site. Début 2026, quelques finitions seront effectuées, notamment la reprise de certains pavés, des travaux dans le local technique du jet d'eau et l'installation de l'éclairage en façade du bâtiment communal. Par ailleurs, un nouveau banc de 10 mètres a été installé à l'arrière de la Salle communale, lequel a été imaginé et conçu par le groupe de la voirie. Ce banc offre un espace de détente avec une vue dégagée sur Gland, et évidemment que cela sera beaucoup plus sympathique lorsque les travaux seront terminés.

Éclairage public

Les travaux avancent conformément au calendrier. Depuis la dernière séance du Conseil communal, 13 luminaires supplémentaires ont été remplacés et équipés du système de télégestion. Les interventions concernaient notamment la Route de Begnins, la Rue du Perron et le Chemin de la Chavanne. Les travaux se poursuivent sur ces axes ainsi que sur le Chemin du Ruttet. Il est également à noter une pause hivernale du 19 décembre 2025 au 12 janvier 2026 inclus.

Travaux de requalification et de réfection du réseau du Chemin du Stand

Ces travaux, situés à l'est de la Ville, avancent malgré un démarrage compliqué dû à la météo. Les travaux de construction des conduites reliant la future STEP du Lavasson à celle de la Dullive ont également débuté dans un autre secteur. Une étape clé consistera à faire passer les conduites sous les voies ferrées et à installer le fameux micro-tunnelier depuis l'arrière de la halle du tennis jusqu'au Chemin En Plannaz. Il s'agit là d'un chantier précis et délicat, avec un vrai travail en coulisse, mais sous les rails. Là aussi, une pause hivernale est prévue dès le 19 décembre 2025 au soir, et la reprise des travaux est prévue le 12 janvier 2026.

Décorations de Noël

Cette année, les décorations ont été imaginées et réalisées par le groupe de la voirie, avec le soutien des collaborateurs du site de Montoly. 56 décorations, 20 sapins et 4 luges ont été installés sur le domaine public afin d'assurer une ambiance chaleureuse et lumineuse en Ville. 2 stagiaires du Café-Boulon ont prêté main forte durant 2 matinées. Cette collaboration montre que la magie de Noël est aussi une affaire d'équipe et non pas uniquement de guirlandes.

La Municipalité remercie infiniment toutes les personnes ayant contribué à embellir la ville de Gland, ainsi que le groupe des espaces-verts qui a concocté le traditionnel sapin de Noël situé dans la Salle communale.

M. Yves Froidevaux, Municipal (Bâtiments et urbanisme)

Réaménagement de la cour de Grand-Champ

Conformément au préavis municipal n° 44/2023 que le Conseil communal avait accepté en 2023 et qui prévoyait l'étude de ce réaménagement, les Conseillers ont pu voir ce soir les visuels qui se trouvaient à l'entrée de la Salle communale, soit les plans et les dessins de comment la Municipalité souhaite, à terme, que la cour puisse être dessinée. La Municipalité est en tout cas très heureuse d'avoir terminé cette partie-là du projet. Pour les plus curieux, une présentation aura lieu demain à 17h30 à la Salle des Colonnes, en compagnie du paysagiste ayant développé le projet et qui le présentera de manière plus fine que les images que les Conseillers ont pu déjà voir aujourd'hui. La mise à l'enquête débutera mardi prochain et la Municipalité présentera, en principe au mois de mai 2026, un préavis au Conseil communal pour les travaux.

Plan d'affectation communal (PACom)

Avant le début de la prochaine séance du Conseil communal du 5 février 2026, dès 18h45, la Municipalité invite les Conseillers intéressés – et il pense que cela vaudra la peine d'être présent – pour une présentation en primeur du PACom au Conseil communal. Une manifestation publique aura ensuite lieu pour également présenter ce document fondateur pour le développement de la Ville pour les prochaines années à l'ensemble de la population.

5. Communications des représentants des entités intercommunales et commissions municipales

- Le président passe la parole à qui veut bien la prendre.
- M. Pierre-Alain Bringolf : déclare que la dernière séance du Conseil intercommunal la Région de Nyon-a eu lieu hier soir à Begnins.

Tout d'abord, 2 communications du CoDir sont intéressantes à relayer aux Conseillers. La première n'est plutôt pas une très bonne nouvelle, mais la seconde en est une.

- Le bâtiment d'accueil « Les 4 saisons » aux Dappes, également appelé « Lapin-Blanc », ne sera pas prêt avant le mois de juin 2026, et ceci dans une version optimiste. Le CoDir a justifié ces retards par l'arrêt du chantier pendant 2 ans suite à des surcoûts, puis au référendum remettant en question les aides de Région de Nyon. Lors de la reprise du chantier, une entreprise n'a malheureusement plus été en capacité de reprendre les travaux, et Télé-Dôle a dû trouver une nouvelle entreprise pour les effectuer, ce qui a occasionné des retards, mais il a été précisé que cela a réalisé sans coût supplémentaire. Les procédures d'agrément par les autorités françaises avant la mise en exploitation devraient également retarder l'ouverture du bâtiment. Une interpellation sur le sujet a également été traitée lors du CI, laquelle réclamait qu'un planning de l'avancement des travaux soit communiqué aux délégués et demandait concrètement qui gère la poursuite du chantier du « Lapin-Blanc » sur place. Cette question n'a malheureusement pas reçu de réponse précise, ce qui est tout de même inquiétant.

Par ailleurs, les mauvaises nouvelles arrivant toujours en escadrille, un pylône du téléski de Couvaloup a dernièrement été fortement endommagé par une grue de l'entreprise forestière en charge du domaine. Comme l'assurance de la société forestière ne prend en charge que 45 % des dommages, plus de CHF 80'000.- devront être pris en charge directement par Télé-Dôle, ce qui représente un coup dur pour la société exploitante.

- S'agissant de la bonne nouvelle, M. le Municipal Gérald Cretegny lui a coupé l'herbe sous les pieds. Il voulait en effet annoncer le retour des vélos en libre-service. Le contrat liant Région de Nyon et PubliBike ayant pris fin en juin 2025, un appel d'offres a été lancé et le marché a été adjugé à Voi Technology, société qui a une très bonne réputation et que l'on ne connaît pas très bien ici dans la région, mais qui travaille surtout en Suisse alémanique. Le contrat qui a été signé devrait courir jusqu'à la fin 2027.

Plusieurs préavis ont également été traités, lesquels ont tous été acceptés à une très large majorité :

- Préavis 58 - Demande de crédit de CHF 280'000.- pour soutenir les activités du Casino-Théâtre de Rolle durant la période 2026-2029.

- Préavis 59 – Demande de crédit de CHF 247'895.- pour le financement de courses expérimentales sur la ligne 815 Nyon-Gingins pour l'année d'horaire 2026. Il s'agit en fait de la deuxième partie d'un crédit dont la première partie avait été accordée l'année dernière. Les chiffres de fréquentation de cette ligne – dont il a été relevé les besoins et la nécessité, et qui dessert également Signy-Centre et l'École Moser – sont en hausse constante et sont très satisfaisants. Les frais d'exploitation seront ensuite progressivement repris par les communes riveraines ces prochaines années.

- Préavis 60 – Participation de CHF 100'000.- à une étude sur le renforcement des services de proximité dans les villages du nord du district. Il s'agit d'un projet assez novateur qui entre dans le cadre de la vision territoriale transfrontalière 2050 du Grand Genève et qui couvre un périmètre comprenant les communes de Burtigny, Le Vaud, Longirod et Saint-George. Ces études permettront de dégager des principes généraux sur le maintien et le développement des services et équipements applicables à ces villages. L'étude couvrira également 3 autres zones rurales situées en France voisine. Cette démarche donnera aux communes concernées des pistes d'actions concrètes pour faire face aux défis propres aux villages ruraux de la région, potentiellement reproductibles dans d'autres communes. Grâce aux soutiens fédéraux et cantonaux attendus, la part à charge des communes et de Région de Nyon ne représente qu'un quart du coût total de la démarche.

- Préavis 61 – Demande de crédit de CHF 69'140.- pour l'évaluation des retombées économiques et médiatiques des événements culturels. Le CI a estimé qu'il était important de continuer d'évaluer les soutiens accordés vis-à-vis des institutions culturelles elles-mêmes, de l'allocation des revenus des taxes de séjour et des communes. Une étude menée en 2017 avait conclu que chaque franc investi dans la culture en rapportait 4 à la région.

- Préavis 62 – Réadhésion de la commune de Chésereux à Région de Nyon. Cette demande a été chaudement accueillie par le CI. Pour rappel, Chésereux, qui s'était volontairement retirée de Région Nyon en 2017, a demandé sa réintégration. Le CI a également pris note que, suite aux discussions entre le CoDir et la Municipalité de Chésereux, cette dernière souhaite rapidement présenter un préavis d'adhésion au DISREN à son Conseil communal.
- Budget 2026. Sans entrer dans les détails, le CoDir prévoit pour 2026 un déficit de CHF 6'865.-, contre un bénéfice de CHF 11'725.- l'année dernière. Ce budget prend en compte la diminution des cotisations de CHF 25.- à CHF 23.- par habitant, ainsi que l'adhésion de la commune de Chésereux. Il a également été mentionné que Région de Nyon devra impérativement présenter le budget 2027 sous le format MCH2, mais également qu'elle devra trouver une nouvelle fiduciaire en 2026, le prestataire actuel ayant exprimé le souhait de ne pas poursuivre son mandat.
- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.

PRÉAVIS AVEC DÉCISION EN UN SEUL DÉBAT

6. Préavis municipal n° 90 relatif au budget de l'exercice 2026

- M. Nicolas Pellet, président de la Commission des finances (ci-après : COFIN), lit les conclusions telles qu'elles ont été rédigées, lesquelles ont subi certaines modifications.

En effet, après le dépôt de son rapport, la COFIN a eu une séance supplémentaire avec M. le Municipal Gilles Davoine et M. Julien Ménoret, boursier communal, et au nom de la COFIN et après délibérations, la majorité de ses membres a décidé de retirer l'amendement mentionné dans le rapport et propose dès lors d'accepter le préavis municipal n° 90 relatif au budget de l'exercice 2026 tel que présenté.

Il souhaite juste faire un commentaire par rapport à la séance supplémentaire qui a eu lieu. Les membres de la COFIN ont pu constater que la méthode de calcul qui était appliquée par le boursier communal pour la projection des revenus peut choquer par rapport à ce qu'il y a en 2024 et à ce qui pourra être constaté en 2025, parce qu'il y a quand-même une forte hausse. Mais cette hausse est réelle, et la méthode est basée sur les encaissements historiques et sur les revenus qui sont constatés à travers une méthode statistique qui n'a pas changé. Et le principe de permanence des méthodes est un principe très important en comptabilité. Ce budget est donc solide et il demande aux Conseillers de l'accepter tel quel.

- Le président prend acte du retrait de l'amendement présenté par la COFIN.

Conformément aux art. 161 LEDP et 84 du Règlement du Conseil communal (RCC), chaque rubrique du budget doit être débattue et votée séparément. La procédure sera donc la suivante : ouverture de la discussion sur le préavis en général, puis ouverture de la discussion et vote sur le budget, chapitre par chapitre, comme cela figure en page n° 38 du préavis, sous le point 12.1 intitulé « Récapitulation par fonction ». Enfin, le vote final sur l'ensemble du budget 2026 aura lieu à l'issue de la discussion finale. Pour le vote de chaque chapitre, si la parole n'est pas demandée, il sera considéré comme accepté. Si un amendement venait à être présenté, celui-ci ne pourrait l'être que sur une ligne précise et sera débattu, puis le chapitre sera voté, amendé ou non selon la décision du Conseil communal. Personne ne s'oppose à cette manière de procéder.

- La discussion est ouverte sur le préavis en général.

- Mme Regina Bovet : n'a pas bien compris et ne sait pas si elle a bien tout suivi. Comme elle n'a pas pu assister à la séance de son groupe politique, elle aurait juste quelques questions. En page n° 59 du préavis, sous la rubrique 21804.3010.02 « Salaires du personnel admin. et d'expl. - Auxiliaire », il n'est mentionné aucun montant. N'y a-t-il plus d'auxiliaires ? Elle a bien lu les explications mentionnées en page n° 18 du rapport de la COFIN, où il est marqué que le chiffre est à nouveau de CHF 471'300.-, mais dans le préavis c'est vide. Alors elle aimerait savoir s'il n'y a plus rien pour les auxiliaires. Elle a encore 2 questions à poser par la suite.
- M. Gilles Davoine : déclare que si l'on part dans ces problématiques-là, on en a pour la nuit et plus, parce qu'en fait c'est MCH2. Évidemment qu'il y aura toujours du personnel au Relax'Resto, mais des changements de comptes dus à MCH2 sont intervenus, il y a donc effectivement quelques problématiques pour suivre cela à chaque fois. La Municipalité a fait attention et a regardé ce point avec la COFIN, qui a comme d'habitude fait son travail, il n'y a donc pas de souci de ce côté-là. Il peut garantir que le Relax'Resto va continuer de fonctionner.
- Mme Regina Bovet : se permet de continuer. En page n° 99 du préavis, concernant l'Hôtel de la Falaise et les travaux d'entretien, elle aimerait savoir quels types de travaux sont prévus. Et à la même page, plus bas, elle aimerait savoir ce que veut dire « *imputations internes intérêts et charges financières théoriques* ». Elle n'est peut-être pas aussi financière que d'autres personnes et pense qu'elle n'est pas la seule à ne pas savoir ce que cela signifie.
- M. Gilles Davoine : explique qu'il y a un système qui fait qu'en général les Conseillers arrivent quand-même à éventuellement poser des questions directement à la COFIN, c'est plus pratique que de faire l'exercice ce soir. Cela peut être utile de pouvoir en discuter directement lors des séances avec la COFIN, parce que contrairement à ce que l'on pourrait penser, il ne connaît pas par cœur l'intégralité des 1'200 ou 1'300 lignes du budget. C'est pour cela qu'en général, lors des séances avec la COFIN, il est accompagné par le boursier communal et par certaines personnes des autres services, ce qui aide quand-même passablement.

Pour les travaux de l'Hôtel de la Plage, c'est comme d'habitude. C'est-à-dire qu'il y a un bail qui doit se terminer, avec l'idée de ne pas le reconduire par la suite car des travaux très importants doivent avoir lieu, voire une démolition et une reconstruction. Cela est encore évidemment à l'étude au sein de la Municipalité. Mais il s'agit d'un vieux bâtiment qui demande régulièrement des réfections de plus en plus importantes, et il est prévu des montants au budget pour ce type de travaux qu'il y a à faire.

S'agissant des imputations internes c'est effectivement chaque fois entre comptes, mais cela est quelque chose de très technique. Il explique volontiers cela à Mme Regina Bovet à l'occasion, mais il n'est pas sûr que cela intéresse l'ensemble du Conseil communal, et la COFIN sait là aussi de quoi il est parlé. Ce sont des transferts de comptes, il n'y a pas de problématique. Mais il répond volontiers aux questions de Mme Regina Bovet de manière privée, parce qu'il ne pense pas que cela intéresse tout le monde et sinon cela risque de prendre un certain temps.

- Mme Regina Bovet : remercie M. le Municipal Gilles Davoine. Elle a vu que prochainement, dans la prochaine législature, des travaux vont avoir lieu à l'Hôtel de la Plage et elle se demandait si c'était en rapport avec ceux-ci. Elle a ensuite une question pour Mme la Municipale Isabelle Monney. En page n° 39 du préavis, concernant le compte « Églises et affaires religieuses », elle aimerait savoir si cela concerne l'église protestante ou catholique. Il est budgété un montant de CHF 311'200.- elle aimerait savoir à quoi cela correspond.
- Mme Isabelle Monney : répond qu'en page n° 71 du préavis, au chapitre « Églises et affaires religieuses », il y a tout le détail de ces CHF 311'200.-. Des montants concernent les concierges pour les églises, étant donné que les communes doivent prendre en charge l'entretien des églises et des temples. Après il y a les cotisations patronales, des achats d'électricité, du chauffage à distance, des achats de mazout, l'entretien des bâtiments et un poste important qui concerne l'amortissement planifié des immobilisations corporelles, certainement en lien avec la rénovation du Temple. En dernière page du préavis à ce sujet, il était mentionné de quelle manière ces travaux allaient être amortis.

Il y a ensuite les dédommagements aux communes, c'est-à-dire qu'à la fin de l'année il est calculé le nombre de protestants et le nombre de catholiques dans les communes qui font partie de l'arrondissement, puis une répartition est faite. Et là un revenu de CHF 16'900.- est estimé. Il sera vu au moment des comptes combien cela représente exactement par rapport au nombre de chrétiens dans la région.

- Mme Regina Bovet : remercie Mme Isabelle Monney pour les explications données.
- Le président remercie Mme Regina Bovet pour sa lecture attentive du budget, mais il ne peut qu'abonder dans le sens de M. le Municipal Gilles Davoine. Il y a toujours la possibilité de poser des questions directement à la COFIN, même si c'est un préavis en une seule lecture. Et la COFIN peut prendre le temps de répondre aux questions posées et d'y répondre dans son rapport.
- M. Rasul Mawjee : prend la parole ici dans la discussion du préavis dans sa globalité. Et comme lors des différentes discussions avec M. le Municipal Gilles Davoine et au sein de son groupe, il tient à préciser que tout ce qu'il dira ce soir est son appréciation personnelle, et non pas une critique sur la façon de faire ni de la Municipalité ou des différentes personnes qui sont engagées. En premier lieu, il aimerait féliciter la Municipalité et l'Administration communale pour avoir gardé les charges sous contrôle. Cela était difficile en étudiant les chiffres avec la nouvelle nomenclature MCH2, mais dans les prestations en nature, il est effectivement constaté que les charges sont sous contrôle, que les demandes de personnel supplémentaire sont limitées, et tout ce qu'il dira ici n'est pas du tout une attaque sur la qualité, mais bien au contraire des remerciements et des félicitations à toute l'équipe dirigeante et à l'Administration communale. La majorité de ses interventions sont basées sur le fait qu'une appréciation et qu'un constat peuvent être faits, à savoir qu'en 2020 il y avait CHF 55 Mios de dettes, lesquelles s'élèveront à CHF 155 Mios à la fin 2026. La Commune dépense donc à fond, elle dépensera plus de CHF 100 Mios. Si le ménage communal est entièrement sous contrôle du budget et des charges, les emprunts financent généralement – et il l'espère – des investissements. Ceux-ci sont entièrement sous le contrôle du Conseil communal, et personnellement il est inquiet. Les investissements sont importants, la marge d'autofinancement qui sera nécessaire sera aussi conséquente dans l'avenir, elle ne fera qu'augmenter. C'est donc dans cette optique-là qu'il interviendra par la suite.
- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.
- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
0	Administration générale	12'024'900.00	2'257'300.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.
- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
1	Ordre et sécurité publics, défense	4'901'600.00	166'750.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
2	Formation	12'668'150.00	1'552'650.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
3	Culture, sport et loisirs, église	7'003'250.00	803'450.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
4	Santé	147'600.00	3'550.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
5	Prévoyance sociale	6'575'000.00	356'550.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
6	Trafic et télécommunications	4'901'350.00	1'008'900.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
7	Protection de l'environnement et aménagement du territoire	14'918'050.00	11'929'600.00

- La parole n'est pas demandée. La discussion est close et la rubrique est considérée comme acceptée.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
8	Économie publique	579'550.00	127'000.00

- Mme Regina Bovet : relève qu'en page n° 96 du préavis, il est mentionné des « *Honoraires conseils – Inspectorat de chantier* » pour un montant de CHF 13'000.-. L'année dernière, ce montant était de CHF 60'000.-. Cela signifie-t-il, comme le suggère le postulat du parti UDC déposé ce soir, qu'il y aura moins de constructions prévues en 2026, ou comment s'explique ce chiffre ?
- M. Yves Froidevaux : remercie Mme Regina Bovet pour sa question. La réponse est que la plus grande partie de ce travail a été internalisée à la Commune. Auparavant, une personne externe était mandatée pour faire ces inspections de chantier, et aujourd'hui c'est un collaborateur qui travaillait déjà à la Commune qui a cette tâche en plus dans son cahier des charges. Le coût total n'est pas encore connu, mais le coût global sera moins élevé avec cette nouvelle façon de faire. Il est toutefois gardé un petit montant pour certaines situations où il sera nécessaire d'avoir une inspection externe ou des compétences particulières. La réponse est donc l'internalisation de cette prestation.
- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.

Décision

Le chapitre 8 « Économie publique » est accepté à l'unanimité.

- La discussion est ouverte sur le chapitre :

Compte	Désignation	Budget 2026 (en CHF)	
		Charges	Revenus
9	Finances et impôts	18'703'600.00	62'763'450.00

- M. Rasul Mawjee : déclare que comme déjà dit, les charges sont sous le contrôle de la Municipalité, les investissements sont sous le contrôle du Conseil communal, et les recettes sont entièrement dépendantes de la situation du contribuable. Ce sont donc des prévisions, et la Municipalité a effectué ces dernières avec soin, ce qui a été confirmé par MM. Pierre-Alain Bringolf et Nicolas Pellet. Mais il y a un élément pour lequel il a une appréciation différente.

Comptes (MCHF)	2026	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019
Recettes totales	80.969	71.661	70.431	78.204	75.992	75.741	72.622	83.382
Charges totales	82.423	75.026	70.529	77.831	73.791	68.986	71.768	75.079
Excédents de recette	(1.454)	(3.365)	(0.098)	0.373	2.201	6.754	0.854	8.303
Recettes totales brutes	55.408	53.994	52.776	52.267	48.925	50.935	46.230	57.859
Recettes totales nettes	54.553	53.226	51.766	51.515	48.307	50.148	45.480	56.776
Marge d'autofinancement	7.044	2.852	6.047	7.086	7.661	11.398	9.202	12.547
Emprunts (MCHF)	154	129	106	92	83	75	55	57
Impôts sur bénéfice PM	9.427	6.627	5.224	5.501	5.192	6.299	3.274	4.440
Croissance bénéfice PM	42.3%	26.9%	-5.0%	6.0%	-17.6%	92.4%	-26.3%	
	Chiffres budgétés (2026-25)				Chiffres comptabilisés (2024-19)			
Recettes fiscales bénéfiques	9.427	9.068	5.224	5.501	5.192	6.299	3.274	
Taxation année (-1)	7.248	6.889	3.881	4.158	3.849	4.956	1.931	
Rattrapage	1.343	2.179	1.343	1.343	1.343	1.343	1.343	

Selon les réponses apportées par la Municipalité, il a été confirmé à la COFIN que la taxation 2024 permet de présenter des revenus de CHF 6'889'416.-, lesquels correspondent à la taxation 2025 ainsi qu'aux acomptes qui sont récupérés à ce moment-là, donc réajustés. Un rattrapage conséquent a été fait en 2024, et selon les chiffres à disposition, on peut dire qu'il est de l'ordre de CHF 800'000.-. Dans la mesure où ce rattrapage a déjà été fait et où la taxation en tient compte en 2025, il n'est à son avis pas nécessaire de faire un rattrapage du même ordre en 2026, car la taxation 2026 devrait être correcte. Un rattrapage a été fait une fois, il a été oublié de déclarer quelque chose ou les affaires ont bien marché, donc pour lui l'appréciation des recettes sur le bénéfice des personnes morales devrait être de CHF 835'881.- de moins. Il a arrondi ce chiffre à CHF 800'000.- et propose l'amendement suivant :

Compte	Libellé	Budget 2026	Budget révisé	Ecart
91000.4010.00	Impôts sur les bénéfices, personnes morales	CHF 9'427'000.00	CHF 8'627'000.00	CHF - 800'000

Les modifications suivantes étant ainsi apportées aux conclusions du préavis :

Budget (MCHF)	2026
Recettes totales	80.169
Charges totales	82.423
Excédents de recette	(2.254)
Marge d'autofinancement	6.244

- I. que le projet de budget amendé de l'exercice 2026 de la Ville de Gland présenté par la Municipalité, prévoyant un excédent de dépenses de CHF ~~1'453'850.-~~ 2'253'850.- et une marge d'autofinancement positive de CHF ~~7'043'550.-~~ 6'243'550.- est accepté.

Selon sa réflexion personnelle, il aimerait que les Conseillers soient conscients que la Commune investit à fond, que les recettes seront connues à la fin de l'année, quand les entreprises auront bouclé leurs comptes, mais qu'il ne faut pas aller trop vite et se dire que le Père-Noël est là, la Commune peut y aller, elle peut commencer à investir 2 fois plus vite qu'elle ne le fait actuellement. Déjà qu'elle va vite, il aimerait que tous les Conseillers soient conscients de la marge d'autofinancement nécessaire avec les CHF 50 Mios qui seront prochainement investis. CHF 47 Mios sont ouverts sur les préavis en cours, et les CHF 150 Mios seront attaqués à la fin de l'année prochaine. C'est pourquoi il invite les Conseillers à regarder les recettes d'une façon un peu plus pessimiste que trop optimiste. Quelle que soit l'issue du vote, c'est ce message qu'il souhaiterait faire passer, que les Conseillers en soient conscients et qu'ils en tiennent compte dans leur décision d'acceptation des préavis et du budget, pour ne pas dire dans 3 ans que la Commune a été trop vite, que la COFIN ou personne dans ce Conseil communal ne l'a vu venir, et que le seul moyen de pouvoir faire face aux charges est une augmentation des impôts. Donc ce qu'il craint, c'est que 2025 va être une bonne année, avec des recettes exceptionnelles, que 2026 sera aussi une bonne année, avec des recettes dont on sait qu'elles seront exceptionnelles, qu'en 2027 on commencera à sentir quelque chose, et qu'en 2030 on sera peut-être en train de pleurer.

- M. Nicolas Pellet : comprend tout à fait les inquiétudes de M. Rasul Mawjee, il y a d'ailleurs déjà eu des discussions assez nourries au sein de la COFIN à ce sujet, mais il ne pense pas que ce soit le meilleur endroit pour remettre en question les investissements, et il n'est pas persuadé que d'attaquer la méthode ou l'évaluation consciencieuse qu'a faite le boursier communal soit une très bonne solution. Il reste convaincu que ces recettes – même si elles sont à mettre avec des guillemets, mais personne n'a une boule de cristal – sont vraiment évaluées avec une méthode tout à fait correcte. Il demande donc aux Conseillers de laisser les recettes fiscales telles qu'elles ont été prévues par le boursier communal et le reste de la Municipalité.

- M. Gilles Davoine : partage aussi les préoccupations de M. Rasul Mawjee. Évidemment qu'il faut faire attention aux investissements. Comme le précité l'a dit lui-même, c'est le Conseil communal qui décide s'il investit ou pas, il croit donc que tout le monde est averti. Cela fait longtemps que la Municipalité le dit, les investissements sont importants, on est dans un cycle d'investissements et il faut faire attention, il n'a pas de souci avec cette remarque-là. Le problème est de proposer un amendement qui baisse les revenus. Alors bon, c'est une première, c'est sympathique parce qu'au moins c'est nouveau. Cela égaie un peu la séance du Conseil communal, sinon elle aurait été un peu triste malgré les tenues. Pourquoi est-ce nouveau et pourquoi ne pas l'avoir fait avant ? Parce que cela ne sert à rien du tout. Évidemment que l'on peut prévenir en disant que, si quelqu'un ne l'avait pas remarqué, l'on est dans un grand cycle d'investissements, d'accord. Mais baisser les revenus ne sert à rien. En général, la Municipalité ne craint qu'une seule chose, c'est que la COFIN décide de couper dans les charges, notamment dans le personnel supplémentaire. Comme la COFIN l'a noté, il y a très peu de personnel supplémentaire, la Municipalité a fait très attention aux charges, et la COFIN n'a donc rien trouvé à enlever dans les charges parce que la Municipalité a été extrêmement précautionneuse à ce sujet. Donc là, en enlevant des charges, cela fera que la Commune va dépenser moins et qu'au final, dans les comptes, il y aura effectivement de l'argent en plus grâce à ces dépenses en moins.

Par contre, il répète qu'enlever des revenus dans un budget, cela ne sert absolument à rien, cela n'aura aucun impact à aucun moment. Il rappelle que le budget n'est qu'une estimation, et c'est peut-être la chose que tout le monde doit se rappeler. Comme l'a bien dit la COFIN, malgré que ce soit une estimation, il y a des éléments extrêmement factuels, mathématiques, c'est toujours la même méthode, que le Conseil communal a validé année après année, qui est utilisée. Et donc là, tout à coup, il est dit que cela ne va plus du tout, qu'il faut enlever CHF 800'000.-, par contre là un peu au pif. Mais cela ne correspond pas à la réalité. Les CHF 9 Mios dont il est parlé ne sont pas une estimation, la Commune les a déjà reçus. Il y a notamment une entreprise qui augmente ses acomptes pour ne pas se faire avoir à la fin de l'année, parce qu'elle sait que sinon elle va payer des intérêts assez importants. Et comme cette entreprise est en train de construire et a engagé plus de 160 personnes sur l'année 2025, elle n'a pas tellement l'impression qu'elle va baisser ses bénéfices prochainement. Et puis 2027, 2028, 2029, 2030, il veut bien. Mais il est parlé là du budget 2026, lequel n'a pas à être pérenne. Si en 2027 cela va moins bien, s'il y venait à y avoir plus de charges et moins de revenus, la Municipalité présentera un budget 2027 qui sera moins bon, qui sera différent. Il n'y a pas de pérennité par rapport à cela. M. Rasul Mawjee fait des jolis calculs et dit qu'il faut enlever un montant parce qu'il en a déjà été tenu compte. Mais de nouveau, c'est la même méthode et une moyenne a déjà été faite.

Il remercie M. Rasul Mawjee pour lui avoir transmis l'amendement proposé avant la présente séance, c'est très fair-play, très classe, c'est pour cela qu'il a déjà pu voir un peu ce qui se passait. Mais en l'occurrence, c'est une moyenne qui est faite, dont le principe est justement de tasser les côtés exceptionnels. Et des rattrapages auront toujours lieu, il y en a chaque année. Pour ceux-ci, une moyenne sur 5 ans est également faite, ils sont tassés par ce biais-là, et si l'on fait une moyenne en y enlevant les choses exceptionnelles, cela devient compliqué. Il n'y a donc là aucune raison de s'écarter de cette méthode de calcul et de décider aléatoirement d'enlever quelque chose dont on dit subjectivement que c'est exceptionnel. La Municipalité essaie de rester objective avec une vraie méthode de calcul, laquelle a été rappelée par la COFIN et qui est la même depuis toujours.

Il n'y a donc aucun intérêt à faire cela, cela ne changera rien à l'arrivée, les comptes ne seront pas différents à cause de ce budget-là. En revanche, cela pourrait avoir une incidence, et elle est mauvaise. En effet, si les banques regardent ce budget et qu'elles voient que c'est un moins bon budget que celui présenté par la Municipalité, cette dernière pourrait avoir plus de difficultés à emprunter. Et cela signifie moins de banques qui empruntent, donc des taux d'intérêts plus élevés, et la Municipalité essaie si possible d'éviter cela, surtout sur un budget qui reste une estimation, avec une méthode de calcul qui est la même, et avec des éléments qui sont déjà en sa possession. Encore une fois, ces CHF 9 Mios sur les personnes morales ont déjà été reçus.

Donc le problème est que non seulement cela ne sert à rien parce que cela ne va pas changer les comptes, mais qu'en plus cela risque de péjorer la Commune, et c'est cela le problème. Et alors là où cela ne sert définitivement à rien, c'est que comme d'habitude, dans les comptes, en faisant la moyenne des 5 dernières années, voire des 10 dernières années, la marge d'autofinancement est toujours, et c'est logique, supérieure au budget. De combien ? En moyenne, sur les 10 dernières années, elle est CHF 5 Mios au-dessus. Pourquoi faudrait-il mettre au budget 2026 une marge d'autofinancement CHF 800'000.- moins importante que celle qui est prévue, alors que selon toute vraisemblance, en tout cas selon la moyenne des 10 dernières années, elle va s'établir à CHF 12 Mios ? Pourquoi faudrait-il donner ce signal-là aux banques alors qu'en vérité, selon la moyenne et selon ce qui se passe toujours au budget, la marge d'autofinancement sera largement meilleure ? Cela n'a absolument aucun sens.

Il rappelle aussi que depuis qu'il est à la Municipalité en charge du dicastère des finances, la Municipalité ne s'est jamais trompée et n'a jamais été trop optimiste sur les revenus avec cette méthode de calcul. Il ne voit pas pourquoi elle le serait aujourd'hui. Cela n'apporterait donc vraiment rien, sauf peut-être des ennuis ou une difficulté supplémentaire pour emprunter. Il rappelle juste que pour la première fois depuis 20 ans, et cela uniquement parce que les comptes 2024 ont présenté un excédent de charges de CHF 98'000.- dus à des amortissements comptables, eux-mêmes dus aux gros investissements effectués, et même avec une bonne marge d'autofinancement, la Commune a été rétrogradée de A à A- et emprunte donc moins bien. Et le but de la Municipalité est de casser immédiatement ce cercle-là qui peut être vicieux, parce qu'elle emprunte moins bien, cela coûte donc plus cher et elle doit emprunter plus, etc. Et l'idée est effectivement de montrer que la Commune a de la chance parce c'est objectif, ce n'est pas une idée farfelue, ce sont des méthodes de calcul, c'est effectivement grâce à des personnes morales qui paient plus, et l'idée est de casser immédiatement ce cercle vicieux et de dire qu'en vérité la marge d'autofinancement est la plus haute de ces 20 dernières années, elle est bonne et sera en réalité meilleure que cela. Il demande aux Conseillers de ne pas accepter un amendement qui n'a aucune utilité, qui est totalement en dehors de la réalité que seront les comptes 2026, et qui en réalité risque uniquement de péjorer la Commune. Il invite dès lors les Conseillers à rejeter cet amendement et à suivre la décision prise par la majorité de la COFIN suite aux explications complémentaires qui lui ont été données.

Il tient juste encore à dire que la COFIN a très peu de temps pour travailler, tout comme la Municipalité qui a dû rapidement transmettre le budget validé. Et il est vrai que la Municipalité n'a pas le temps de discuter de tout le budget avec la COFIN, raison pour laquelle il y a eu une séance supplémentaire, laquelle a permis d'éclaircir certains points. Et dans le cadre de cette séance, il a pu être discuté de cette méthode, d'entrer plus en détail, et comme la majorité de la COFIN l'a bien compris, il n'y a aucune raison d'amender ce budget, qui plus est en enlevant des revenus, ce qui ne s'est jamais fait et qui n'a aucun sens.

- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.

Décision

L'amendement présenté par M.Rasul Mawjee est refusé à une large majorité, 3 oui, 5 abstentions significatives.

Décision

Le chapitre 9 « Finances et impôts » tel que présenté est accepté à une très large majorité, aucun avis contraires, 2 abstentions significatives.

- La discussion finale sur le budget de l'exercice 2026 tel que présenté est ouverte.
- La parole n'est pas demandée. La discussion est close.

Décision

À une très large majorité, aucun avis contraire, 1 abstention signifiée, le Conseil communal accepte le préavis municipal n° 90 relatif au budget de l'exercice 2026, soit :

- I. d'accepter le projet de budget de l'exercice 2026 de la Ville de Gland présenté par la Municipalité, prévoyant un excédent net des dépenses de CHF 1'453'850.- et une marge d'autofinancement positive de CHF 7'043'550.-.*

PRÉAVIS AVEC DÉCISION

7. Préavis municipal n° 89 relatif à la demande d'un crédit d'investissement pour la réfection des terrains synthétiques de football C et D du centre sportif d'En Bord

- M. Yvan Gremion, rapporteur de la Commission technique, rappelle le vœu présenté par dite Commission, à savoir :

- La Commission souhaite que la Municipalité, en collaboration avec le FC Gland, élabore un plan visant à créer une section féminine au sein de son club.

Ce plan devra être présenté dans un délai de 12 mois suivant la mise en service des terrains rénovés et inclure les besoins en joueuses, en encadrement et en organisation sportive.

La Commission exprime le vœu que le développement du football féminin soit reconnu comme un objectif prioritaire de la politique sportive communale.

Il lit ensuite les conclusions recommandant, à l'unanimité de ses membres, d'accepter le préavis tel que présenté.

- M. Evan Lock, rapporteur de la COFIN, lit les conclusions recommandant, à la majorité de ses membres, d'accepter le préavis tel que présenté.
- La discussion est ouverte.
- M. Michel Girardet : déclare que lors de la première lecture de ce préavis, il avait rappelé à la Municipalité qu'il n'y avait pas besoin d'attendre le budget 2026 pour demander des subventions. Ces dernières ont-elles entre-temps été demandées ? La Municipalité a-t-elle reçu une réponse sur les possibilités de subventions cantonales ?
- M. Gilles Davoine : répond qu'il existe une subvention en fait assez classique, de la même manière de ce qui s'est fait pour le reste du centre sportif En Bord, avec le padel, le beach-volley, le pump track et le street workout, à savoir que la Municipalité attend des subventions à hauteur d'environ 25 % des montants.
- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.

Décision

À une très large majorité, aucun avis contraire, 1 abstention signifiée, le Conseil communal décide :

- I. d'accepter le préavis municipal n° 89 relatif à la demande d'un crédit d'investissement pour la réfection des terrains synthétiques de football C et D du centre sportif d'En Bord;*
- II. d'accorder le crédit de CHF 1'600'000.- et d'autoriser la Municipalité à entreprendre ces travaux;*

III. d'autoriser la Municipalité à emprunter la somme de CHF 1'550'000.-;

et prend acte :

I. de l'amortissement du montant net de CHF 1'550'000.- sur une période de 15 ans, dès le 1^{er} janvier de l'année suivant la fin des travaux.

PRÉAVIS – PREMIÈRE LECTURE

En préambule, le président prie les membres des Commissions de prendre bonne note des points soulevés lors des débats et d'y répondre dans leurs rapports.

8. Préavis municipal n° 91 relatif à la demande de crédit d'investissement pour l'achat d'actions de ThermorésÔ SA et l'augmentation du financement en vue de développements à l'horizon 2030

- Contrairement à ce qui est mentionné en page n° 21 du préavis, ce préavis sera uniquement traité par la COFIN.
- La discussion est ouverte.
- M. Pierre Joye : déclare que dans la mesure où ce préavis ne sera pas soumis à une Commission technique, il souhaiterait que la COFIN relaie une ou 2 questions techniques en relation avec les sources de chaleur qui n'ont pas été retenues par la société ThermorésÔ SA. D'une part l'eau du lac, pour laquelle il est sèchement dit qu'une étude a été effectuée mais n'a pas été retenue. Sachant qu'à Rolle l'étude a aussi été effectuée et a été retenue, il aimerait savoir ce qui fait que cette solution est pertinente à Rolle et pas à Gland.

D'autre part, concernant la géothermie, s'il est vrai que les résultats sont très en-dessous de ce qui était attendu, il y a tout de même une certaine quantité d'eau à température restreinte, annoncée à 33° C, qui est similaire à celle qui serait fournie par le Data Center. Comment cela se fait-il donc que pour le Data Center l'on puisse réchauffer cette eau avec des pompes à chaleur, et que l'on ne puisse pas le faire pour la géothermie, hormis la question de distance ?

- M. Daniel Calabrese : déclare qu'il est mentionné dans le préavis que le développement du réseau est en deçà des prévisions et un certain nombre de raisons sont données. En ce qui le concerne, il manque la raison principale, qui est une offre peu compétitive comparée à la concurrence. La COFIN peut-elle regarder de plus près la proposition d'offre de la société ThermorésÔ SA et la comparer à une offre équivalente concurrente, et également donner plus d'informations sur le fameux business plan dont il est parlé dans le préavis mais qui ne comporte aucun élément chiffré ?

S'il pose cette question, c'est pour comprendre quel pourrait être l'impact de ce réseau à distance sur les finances et les charges des citoyens glandois, qui seront peut-être obligés d'y adhérer dans le futur. En effet, le Grand Conseil est en train d'élaborer une nouvelle loi sur l'énergie et pourrait interdire les chauffages à gaz, obligeant les citoyens glandois à adhérer *de facto* à ThermorésÔ SA, et ceci à un coût bien plus élevé de ce qu'ils auraient pu avoir avec un chauffage individuel classique.

Dans ce préavis, il est parlé du rendement de cet investissement qui, de fait, se fera sur le dos des citoyens par le biais d'une augmentation du prix du chauffage. Certaines personnes pourraient dire que c'est une augmentation d'impôt déguisée.

On va lui rétorquer que l'écologie à un coût et que c'est pour le bien de la planète. Le souci est qu'aujourd'hui déjà les prix ne sont pas compétitifs et que l'offre de ThermorésÔ SA est tout sauf écologique. Il se demande donc si la Municipalité aura son mot à dire sur les propositions d'offres actuelles et futures de ThermorésÔ SA. Si cela ne devait pas être le cas, serait-il possible d'envisager une participation majoritaire dans ThermorésÔ SA afin de pouvoir y mener une politique tarifaire raisonnable n'impactant pas le pouvoir d'achat futur des citoyens ?

- Mme Véronique Villaine : déclare qu'à la lecture de ce préavis, elle a quand-même une question à poser à M. Rasul Mawjee. En effet, elle pense qu'il devrait se récuser pour traiter ce préavis dans la mesure où le Data Center est fortement impliqué dans ce traitement. Alors M. Rasul Mawjee est maître de cela, mais il lui semble qu'il serait logique qu'il se récuse pour ce préavis.
- M. Rasul Mawjee : répond qu'il n'a aucune réserve sur une récusation, s'il le faut, il se récusera. Par contre, le Data Center n'intervient pas du tout dans le projet de ThermorésÔ SA, dans le cadre de cet investissement ou dans quoi que ce soit, mais il peut se récuser, il n'y a pas de souci.
- Mme Regina Bovet : relève qu'il est mentionné dans le préavis que « *Les prochaines étapes concernant le développement du quartier de l'Aubépine, ainsi que toute la zone au sud de Gland* ». Dans cette dernière zone, il n'y a pas que des immeubles, des commerces et autres, il y a aussi des villas. La Municipalité veut-elle exclure toutes les personnes habitant dans ces villas ? La COFIN pourrait-elle regarder s'il existe une possibilité de prolonger ces lignes aussi dans les quartiers des villas, à savoir ce qui est en blanc sur le plan présenté en page n° 8 du préavis, dans la mesure où, comme l'a dit M. Daniel Calabrese, le mazout et le gaz vont probablement être abandonnés ?
- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.

AUTRES OBJETS

Avant de passer aux points suivants, le président rappelle que selon l'art. 73 RCC, ce dernier peut soit renvoyer les propositions présentées à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la Municipalité, si un cinquième des membres le demande, soit prendre en considération immédiatement les propositions et les renvoyer à la Municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.

9. Postulat de Mme Stella Motta Larrivé, Mme Stéphanie Larrivé et M. José Caiano intitulé « Étude de faisabilité d'un complexe sportif, culturel et jeunesse à Gland incluant piscine intérieure/extérieure et patinoire polyvalente »

- Le président passe la parole à M. José Caiano pour le développement de ce postulat.
- M. José Caiano : déclare qu'il va épargner aux Conseillers toute la lecture du postulat, puisque ce dernier est arrivé à temps. Plus sérieusement, ce postulat part d'un constat simple. Malgré des investissements importants réalisés ces dernières années, il est temps de constituer une étape vers une réponse plus complète aux besoins exprimés par la population en matière d'infrastructures sportives et de loisirs. Une demande forte persiste pour une piscine intérieure ouverte toute l'année, une piscine extérieure, des espaces ludiques et une patinoire polyvalente accessibles aux familles, aux jeunes, aux clubs et aux associations. La Municipalité a déjà exprimé sa volonté de doter la Ville d'une patinoire sur le site de Montoly. Ce postulat ne remet pas celle-

ci en question. Elle propose au contraire de s'inscrire dans une vision plus large, plus cohérente, en étudiant la faisabilité d'un véritable complexe sportif, culturel et jeunesse. Un complexe permettrait de mutualiser les espaces, les équipements, les ressources et les infrastructures techniques, améliorant ainsi les cohérences du projet d'efficacité d'exploitation et de durabilité de l'ensemble. Des synergies énergétiques constituent également un atout majeur. La chaleur produite par la patinoire pourrait être récupérée pour chauffer la piscine intérieure, réduisant ainsi les coûts d'exploitation en contribuant aux objectifs énergétiques de la Ville. À cet effet, il invite les Conseillers à lire l'article publié dans le quotidien « La Côte » à ce sujet. L'étude proposée doit également examiner des modèles de gouvernance et d'exploitation, qu'ils soient communaux, intercommunaux ou délégués. Il s'agira d'identifier la solution la plus adaptée aux besoins de la population et aux objectifs stratégiques de la Ville. De même, l'analyse comparative des sites potentiels, par exemple Montoly, Les Pommiers ou autres emplacements pertinents, permettra d'intégrer les critères de mobilité, de stationnement, de transports publics et d'intégration dans les quartiers existants. Enfin, les postulants proposent d'étudier l'opportunité de renforcer l'organisation communale en matière sportive, notamment par la création d'un Service des sports si cela devait s'avérer pertinent au regard des infrastructures envisagées et des pratiques observées dans les communes comparables.

Cependant, les postulants ont une petite demande complémentaire à la Municipalité. Si le Conseil communal accepte de prendre ce postulat en considération ce soir, ils souhaitent ajouter une démarche participative essentielle. Les postulants demandent à la Municipalité :

- de relayer un sondage citoyen afin de recueillir l'avis de la population sur les différentes options présentées dans ce postulat;
- d'intégrer la possibilité et de proposer d'autres idées afin d'enrichir la réflexion;
- d'ajouter un champ « autre proposition » permettant aux habitants de s'exprimer librement;
- de transmettre le résultat de ce sondage à la Commission afin qu'elle puisse traiter ce postulat sur la base de données actuelles, représentatives et participatives.

Cette étape permettra d'ancrer les réflexions dans les attentes réelles de la population et d'assurer que la suite du projet repose sur des éléments concrets et partagés.

Ce postulat n'impose aucune décision de réalisation. Il propose une approche structurée, transparente et ouverte pour anticiper les besoins d'une Ville en croissance et pour construire une vision cohérente au service des glandoises et des glandois, cela évidemment sans toucher au budget.

Il remercie les Conseillers pour leur attention et les invite à accepter la prise en considération de ce postulat.

- La discussion est ouverte.
- M. Arnaud Durand : déclare ce qui suit :

« Ce soir, nous examinons un postulat proposant d'étudier la faisabilité d'un complexe sportif, culturel et jeunesse à Gland, comprenant une piscine intérieure et extérieure, des espaces ludiques, une patinoire polyvalente et des salles modulables pour les associations et la jeunesse.

Sur le principe, développer des infrastructures pour la population est une intention louable. Mais notre responsabilité consiste à garantir la faisabilité financière, la cohérence budgétaire et le respect des priorités de la Commune. Sur ces points, ce projet soulève de sérieux questionnements.

Coûts estimatifs déjà très importants

Le postulat ne fournit aucun chiffrage précis. Toutefois, sur la base de données minimales et de comparaison avec des infrastructures similaires, le projet pourrait représenter environ CHF 30 Mios, soit CHF 18 Mios pour la piscine, CHF 12 Mios pour la patinoire, et environ 14 équivalents temps plein pour le personnel fixe. Ces chiffres sont indicatifs et contestables. Ils pourraient être légèrement inférieurs ou supérieurs, mais ils donnent déjà une idée réaliste de l'ordre de grandeur.

Charges annuelles indicatives

À partir de ces hypothèses, les coûts annuels pourraient s'élever à environ CHF 1,1 Mios pour les salaires, à environ CHF 3 Mios pour l'exploitation (énergie, eau, entretien), et à environ CHF 2,25 Mios pour l'amortissement et les intérêts, soit un total annuel minimal indicatif d'environ CHF 6,35 Mios. Ces ordres de grandeur montrent que le projet générerait des charges très importantes, difficiles à absorber pour la Commune.

Impact fiscal

Le taux d'impôt communal actuel est de 62 points, 1 point représentant environ CHF 120'000.-. Financer uniquement ces charges par l'impôt nécessiterait plusieurs points supplémentaires, même si ces chiffres sont indicatifs, ils montrent que la population ne pourrait pas supporter une telle charge.

Contexte budgétaire actuel

La marge d'autofinancement 2025 est d'environ CHF 3,1 Mios, la péréquation cantonale est de plus de CHF 1 Mio, et il existe une pression inflationniste et une hausse des coûts énergétiques. Avec des charges annuelles se situant autour de CHF 6,35 Mios, la Commune serait en déficit structurel, même si les chiffres réels étaient légèrement inférieurs.

Expérience passée et signal citoyen

La piscine couverte précédente a été rejetée par la population en raison de coûts mal expliqués. Le référendum Gare Sud a mobilisé plus de 2'000 signatures, largement au-dessus du minimum requis. Le signal est clair : la population ne souhaite pas de projets coûteux et mal chiffrés.

Risques d'exploitation

Même en étant prudent, les charges d'exploitation sont difficiles à maîtriser :

- Énergie, chauffage, traitement de l'eau, entretien technique;
- Remplacements, maladies, week-ends et vacances pour le personnel;
- Maintenance régulière et mises à jour techniques.

Tout dépassement, même modéré, pourrait rendre le projet insoutenable. Même si les chiffres sont indicatifs et contestables, l'ordre de grandeur est clair :

- Investissement d'environ CHF 30 Mios (CHF 18 Mios pour la piscine et CHF 12 Mios pour la patinoire);
- 14 employés fixes;
- Charges annuelles d'environ CHF 6,35 Mios.

Le projet demeure financièrement très risqué, socialement délicat (hausse massive d'impôts) et politiquement sensible.

Pour toutes ces raisons, je vous invite fermement à refuser ce postulat, afin de préserver la stabilité financière et la crédibilité de Gland. »

- M. Gilles Davoine : remercie les postulants pour ces excellentes idées : une patinoire, une piscine intérieure, une piscine extérieure, un centre sportif, ce sont vraiment des idées exceptionnelles. Il peut le dire car la Municipalité les a déjà toutes eues. Comme les Conseillers le savent certainement, c'est en cours. Il tient quand-même à rassurer M. Arnaud Durand, CHF 6,35 Mios de charges par année, cela n'arrivera jamais, ce n'est effectivement pas possible, elles s'élèvent à beaucoup moins pour ce genre de choses. Après la Municipalité a déjà ces idées, c'est déjà un peu mutualisé parce que cela se déroulerait effectivement à Montoly. Il a déjà été dit que la Municipalité essayait de convaincre le Canton pour le PACom et est en train de faire les démarches pour justement pour construire la piscine à côté de la patinoire, avec toutes les synergies qui sont indiquées dans le postulat, et pour qu'une piscine extérieure puisse se faire du côté des Pommiers avec, un jour ou l'autre, pourquoi pas un passage sous-voies ou sur-voies pour la mobilité douce afin de relier ces 2 centres du sport.

Mais en vérité le postulat enfonce quand-même passablement de portes ouvertes. Il serait intéressant pour la Municipalité d'expliquer plus en détail ce qu'il vient de dire en quelques phrases, et il pense qu'il serait assez judicieux de renvoyer ce postulat à une commission pour étudier sa prise en considération, parce que répondre à un postulat demande beaucoup de travail à l'Administration communale, et si c'est juste pour finalement redire des choses qui sont déjà en cours, cela n'en vaudrait pas la peine. La Municipalité aurait ainsi l'occasion d'expliquer à la commission que ce sont des choses qui sont déjà en cours. Il comprend qu'il est intéressant de développer ce genre de projets, aussi électoralement parlant, car quel que soit la décision qui sera prise, les postulants y gagnent à tous les coups. Il reconnaît bien là M. José Caiano, c'est bien joué. Personnellement, il pense qu'il serait bien que la Municipalité puisse expliquer au Conseil communal à quel point ce sont effectivement déjà des idées qu'elle a eues, que cela a déjà été réfléchi, et qu'une commission puisse préavisier sur la prise en considération de ce postulat.

Il rappelle enfin un dernier point. Un sondage auprès de la population ne se fait pas comme ça, sans argent, sans budget, et ne se fait pas non plus dans un laps de temps aussi court. Pour qu'un sondage auprès de la population soit bien fait et soit une vraie démarche participative, ce n'est pas possible sans budget et dans un timing permettant à la Commission d'avoir déjà ces réponses si le postulat venait à être pris en considération directement. Il aimerait bien que cela soit possible, ce serait chouette, mais cela n'est malheureusement pas la réalité.

- Mme Ahimara Buffat : remercie M. le Municipal Gilles Davoine pour ses explications et pour avoir apporté un éclairage sur ce postulat. Elle s'interroge quand-même sur les envies de M. José Caiano et de Mme Stella Motta Larrivé. Il y a 3 mois, ils faisaient un référendum pour aller à l'encontre d'un crédit d'étude pour justement tout un côté participatif, et maintenant ils font tout un laïus concernant une patinoire et une piscine, et il faudrait en plus que la Municipalité mette en place tout un panel de questions pour la population. Elle ne comprend pas leur façon de procéder un peu bipolaire, et par conséquent elle n'acceptera pas ce postulat.
- M. Daniel Calabrese : pense effectivement que la proposition de M. le Municipal Gilles Davoine est excellente et qu'elle permettra également aux Conseillers de savoir un peu ce qu'il y a dans le pipeline au niveau des infrastructures pour la ville de Gland. Il propose donc que ce postulat soit renvoyé à une commission pour étudier sa prise en considération.
- M. José Caiano : remercie Mme Ahimara Buffat et précise qu'il n'est pas bipolaire. Toutefois, il se permet quand-même de relever que ce postulat a été envoyé à temps et qu'il n'a pas déposé un postulat pour ce genre d'argument.

Ce postulat a justement tout son but. S'il venait à être renvoyé à une Commission pour étudier sa prise en considération, cela ne va pas traiter tous les éléments. Il entend bien M. le Municipal Gilles Davoine et sait très bien que la Municipalité a déjà plusieurs projets, mais c'est bien là une opportunité. Au lieu de fractionner ces bâtiments qui vont coûter peut-être 2 ou 3 fois plus cher, l'idée est justement d'envoyer ce postulat directement à la Municipalité afin qu'elle présente une étude qui pourra donner toutes les réponses aux questions posées, et de pouvoir en discuter sereinement. Ce n'est pas la commission chargée de préavisier sur la prise en considération du postulat qui va justifier pouvoir le faire.

Il se permet de relever que ce postulat n'engage personne et ne réalise quoi que ce soit. Il ne crée aucune dépense, il ne décide d'aucune infrastructure, il demande uniquement une étude. Et la commission interviendra naturellement plus tard, une fois que la Municipalité aura présenté ses conclusions. Le renvoyer d'abord en commission revient à demander à cette dernière d'étudier s'il faut étudier. C'est redondant, cela ne respecte pas l'esprit du droit communal vaudois et cela retarderait encore un dossier attendu depuis plus de 10 ans par la population. Il invite les Conseillers à prendre directement ce postulat en considération afin de permettre à la commission qui sera nommée de travailler plus tard sur des données actuelles, objectives et participatives. Il invite donc les Conseillers à refuser le renvoi de ce postulat à une commission, à en accepter directement la prise en considération et de le renvoyer à la Municipalité pour étude et rapport.

- Le président déclare qu'il doit malheureusement contredire M. José Caiano. Il existe un Règlement du Conseil communal qui permet de prendre des décisions collégiales par l'ensemble des Conseillers pour décider ce qu'ils souhaitent faire avec un postulat, et ce n'est pas à M. José Caiano de juger si cela est démocratique ou antidémocratique.

La discussion est toujours ouverte.

- M. Michel Girardet : déclare qu'il est vrai que c'est assez surprenant. Le préavis sur la patinoire a été retiré il y a déjà bientôt 3 ans, la piscine date de longtemps aussi, et plusieurs fois M. le Municipal Gilles Davoine a expliqué que des études étaient en cours. Et là, tout à coup, alors qu'ils auraient pu le faire durant toute cette période, M. José Caiano et Mme Stella Motta Larrivé – qui siègent quand-même au Conseil communal depuis un certain temps – viennent maintenant avec de telles propositions. Mais peut-être qu'ils ont lu le quotidien « La Côte », parce qu'un magnifique bâtiment a été fait à Coppet et cela leur a peut-être donné des idées. Mais il trouve assez surprenant que tout d'un coup ils arrivent avec ces propositions alors qu'ils auraient pu les faire bien avant. Il soutient donc pleinement la proposition de renvoyer ce postulat à une commission pour étudier sa prise en considération.
- M. Jérôme Frachebourg : aimerait juste reprendre le procès-verbal de la dernière séance du Conseil communal, lors de laquelle il était malheureusement absent, et cite M. José Caiano : « Il est étonné, parce qu'encore une fois on fait des études, on paie, il pense que l'on est très fort pour faire des études inutiles puisqu'il existe déjà des projets... ». Il trouve dès lors un peu curieux de faire un référendum contre une démarche participative, de dire que les études sont inutiles, qu'on paie pour rien, et là il vient avec quoi ? Avec un postulat qui demande une étude sur la gouvernance, avec un sondage qui vient s'ajouter au dernier moment, avec une étude de localisation et une étude de mobilité pour voir si cela fonctionne au niveau du trafic. Il trouve donc que son discours n'est pas très cohérent, et comme l'ont proposé M. le Municipal Gilles Davoine et M. Daniel Calabrese, il invite les Conseillers à renvoyer ce postulat à une commission pour préavis sur sa prise en considération. Cela permettra aux Conseillers d'étudier cette proposition à tête reposée avant de décider de la suite à donner à ce postulat.
- M. Gilles Davoine : revient rapidement sur 2 points. Le premier est qu'effectivement une étude coûte de l'argent, c'est sûr, et qu'il est vrai que dernièrement des référendaires se plaignaient du coût de certaines études. Le deuxième élément est que si le postulat est envoyé à une commission pour sa prise en considération, cela permettra à la Municipalité de par exemple déjà expliquer aux membres de cette dernière qu'au vu des terrains à disposition, un endroit unique pour faire tout cela n'est pas possible, il n'y a pas la place nécessaire. La Municipalité a déjà étudié ce point, a déjà des projets. Même si l'on peut croire que les terrains à disposition sont très vastes – ce qui n'est pas le cas – ils ne sont pas très nombreux et doivent être une zone d'utilité publique. C'est la raison pour laquelle la Municipalité a déjà des projets en cours. Et cela paraît effectivement peu intéressant de faire une étude qui coûte de l'argent sur des projets qui sont déjà en cours. La Municipalité pourrait sans problème expliquer cela simplement dans le cadre de la prise en considération du postulat.
- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.

Décision

La proposition de renvoi étant soutenue par plus d'un cinquième des Conseillers présents, une Commission technique chargée de préavis sur la prise en considération du postulat de Mme Stella Motta Larrivé, Mme Stéphanie Larrivé et M. José Caiano intitulé « Étude de faisabilité d'un complexe sportif, culturel et jeunesse à Gland incluant piscine intérieure/extérieure et patinoire polyvalente » sera nommée.

10. Divers et propositions individuelles

- Le président doit malheureusement annoncer aux Conseillers qu'en raison du retard pris par le Conseil communal, l'École Pôle-Émotion qui devait se produire lors du moment festif a dû partir, et il en est vraiment navré.

En outre, avant de passer la parole aux Conseillers, le président rappelle qu'il est de coutume que les membres du Conseil communal qui le souhaitent fassent don du jeton de présence de ce soir à une œuvre ou à une association. Comme il avait été convenu que ce soit le groupe politique du président du Conseil communal qui fasse cette proposition, il passe la parole à Mme Magali De Preux Boscardin pour faire cette dernière.

- Mme Magali De Preux Boscardin : a le plaisir, au nom du groupe GDG Gens de Gland, de présenter le choix de celui-ci pour l'attribution du don de jeton de présence de ce soir. Les membres de ce parti avaient envie de soutenir une action en faveur de l'enfance, et une situation les a particulièrement touchés. Comme les Conseillers l'on peut-être lu dans les journaux ou découvert sur les réseaux sociaux, une famille de la région est confrontée à une maladie génétique extrêmement rare pour laquelle il n'existe pas de remède et qui touche malheureusement leur petit Erik, âgé seulement de 15 mois. La recherche d'un traitement est possible, mais le financement doit être pris en charge par les parents eux-mêmes. Plusieurs actions ont été entreprises de part et d'autre, comme à Trélex, où vit Erik et sa famille, et où les villageois se sont réunis autour de cette cause. Les parents ont par ailleurs lancé une cagnotte en ligne dans l'espoir de récolter la modique somme de CHF 500'000.-. Ce montant doit être rassemblé avant la fin de l'année afin de financer le développement du traitement qui permettrait peut-être de sauver leur fils. Si toutes les planètes s'alignent et que les chercheurs arrivent à mettre au point un remède, cela sera alors non seulement une victoire pour Erik, mais aussi un nouvel espoir pour d'autres enfants atteints de maladies orphelines. Les membres du parti GDG Gens de Gland espèrent donc que les Conseillers puissent participer activement à cet élan, qui a déjà largement atteint plus de la moitié de son objectif.

- Le président prie les Conseillers qui ne souhaitent pas faire don de leur jeton de présence d'en faire part à la secrétaire au sortir de cette séance. Le jeton de présence des personnes ne s'annonçant pas sera par défaut versé à la cagnotte pour sauver Erik.

- La parole est à qui veut la prendre.

- M. Jean-Marc Jaquier : souhaite juste intervenir car les travaux du Vieux-Bourg sont à bout touchant et, suite à ces travaux, il y a un carrefour qui le chicane un peu, à savoir celui de la Vy-Creuse avec la Grand'Rue. Des travaux sont prévus prochainement à la Vy-Creuse mais, en attendant, il pense que ce carrefour n'est vraiment pas très satisfaisant. La pastille qui faisait office de giratoire est complètement décalée, les voitures arrivent très vite, les gens qui essaient de traverser la Vy-Creuse pour aller sur le Chemin des Salettes prennent passablement de risques, et il trouve qu'il serait d'assez bon aloi que de sécuriser cet endroit – avec bien sûr des moyens provisoires étant donné que des travaux sont prévus sur cette artère – de manière à pouvoir, avec un peu de peinture et des éléments mobiles, aménager quelque chose de plus satisfaisant que ce qu'il y a actuellement. Il remercie la Municipalité de prendre acte de cette remarque.

- Mme Christelle Giraud-Nydegger : conçoit bien que ce carrefour n'est pas satisfaisant, et comme l'a dit M. Jean-Marc Jaquier, le projet de requalification Vy-Creuse/Perron est en phase de seconde étude, laquelle est à bout touchant. Des discussions doivent encore avoir lieu avant que la Municipalité puisse présenter aux Conseillers un crédit de réalisation. Elle ne peut pas répondre ce soir à la question concernant des aménagements provisoires. Les travaux constructifs de génie civil sont très onéreux, mais elle regardera avec le Service de la population

et la sécurité publique si quelque chose pourrait éventuellement être fait, mais en termes de réaménagement de surface, elle doute que quelque chose puisse être mis en place à court terme, avant le début des travaux prévus en 2027.

- M. Jean-Marc Jaquier : remercie Mme la Municipale Christelle Giraud-Nydegger pour cette réponse, même si elle ne le satisfait pas. Il a un deuxième point à soulever, lequel a aussi trait à la sécurité. Suite au remplacement de l'éclairage public, il a remarqué que les lampadaires qui étaient dédiés aux passages-piétons ont disparu. Il trouve cela vraiment très dommageable par rapport à la sécurité des piétons qui traversent ces passages. Il remercie la Municipalité de bien vouloir également prendre cette remarque en considération.
- Mme Christelle Giraud-Nydegger : répond que des problèmes sont effectivement rencontrés au niveau de l'éclairage public. La Municipalité est actuellement en discussion avec la Romande Énergie par rapport à certains lampadaires manquants afin d'étudier les possibilités de mettre des éclairages provisoires. Cela est donc en cours, les rendez-vous ont eu lieu cette semaine, la Municipalité fait le point et rectifie. Évidemment que les passages-piétons doivent répondre à des normes de sécurité et la Municipalité fait donc le nécessaire.
- Avant de clore la séance, le président souhaite à toutes et tous de belles fêtes, des échanges précieux avec leurs proches, des repas de famille ou d'amis animés et chaleureux. Il leur souhaite également de profiter de ces quelques jours pour se ressourcer et il se réjouit de les revoir l'année prochaine.

Le Bureau a maintenant le plaisir d'inviter l'Assemblée à un moment convivial à la suite de cette séance. Comme les Conseillers l'ont certainement lu dans les communications de la secrétaire, il y a de la nouveauté cette année et le président espère que cela sera à leur goût. En effet, le Bureau propose une dégustation de diverses fondues. Les caquelons seront installés sur les tables situées derrière lui et il serait bien que quelques Conseillers se dévouent pour tourner la spatule en 8 jusqu'à ce que la fondue soit prête. Il enjoint les Conseillers à naviguer d'un caquelon à l'autre afin de découvrir les différentes saveurs proposées.

De l'idée à la réalisation, il faut toujours des petites mains. En réalité pas si petites que cela et le président remercie la secrétaire et M. Daniel Bussy, huissier, pour l'organisation pratique et logistique de cet événement.

- La parole n'est plus demandée. La discussion est close.

L'ordre du jour étant épuisé et la parole n'étant plus demandée, le président donne rendez-vous aux Conseillers le jeudi 5 février 2026 à 19h30, à la Salle communale, et clôt alors la séance de ce soir.

La séance est levée. Il est 21h20.

Pour le Bureau du Conseil communal :

Le président :



Samuel Freuler



La secrétaire :



Karine Teixeira Ferreira

Annexes¹ :

1. Communications du Service des infrastructures et de l'environnement
2. Postulat de Mme Stella Motta Larrivé, Mme Stéphanie Larrivé et M. José Caiano intitulé « Étude de faisabilité d'un complexe sportif, culturel et jeunesse à Gland incluant piscine intérieure/extérieure et patinoire polyvalente »
3. Postulat de Mme Ahimara Buffat et consorts intitulé « Pour protéger Gland : étudier un moratoire sur les constructions »

¹ Les annexes sont uniquement publiées sur le site Internet de la ville de Gland